

Burundi : harcèlement "inacceptable" des défenseurs des droits de l'Homme

@rib News, 25/11/2014 â€“ Source AFP Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme a dénoncé mardi à Bujumbura "une escalade inacceptable dans le harcèlement" de ces personnes au Burundi. "J'ai été frappé, lors de mes contacts avec les autorités du pays et avec certaines institutions de la République, du fait que les défenseurs des droits de l'Homme sont assimilés à des opposants politiques", a déclaré Michel Forst devant la presse, dénonçant "le sérieux des menaces" pesant sur ces personnes.

M. Forst s'est alarmé de l'arrestation de Pierre-Claver Mbonimpa, président de la principale organisation burundaise de défense des droits de l'Homme (Aprodeh), de la radiation "inique" du bâtonnier Isidore Rufyikiri et des "menaces proférées à l'encontre de Pacifique Nininahazwe" M. Mbonimpa a été arrêté en mai pour "atteinte à la sûreté de l'ordre public" après la publication, dans la presse locale, d'une note confidentielle de l'ONU faisant état d'une distribution d'armes par le gouvernement à de jeunes militants, que Bujumbura avait démentie. Il a bénéficié d'une liberté provisoire en septembre pour raisons de santé. Le bâtonnier Rufyikiri a été radié en janvier, accusé de violation de serment pour avoir, selon le ministère public, appelé au soulèvement contre le gouvernement. En cause: une lettre adressée au gouverneur d'une région du Nord-Ouest, dans laquelle il accusait le pouvoir de "chercher à spolier" de sa terre l'un de ses clients et de ressembler "  une dictature fasciste". Pacifique Nininahazwe, l'une des principales figures de la société civile burundaise, a quant à lui été publiquement menacé à plusieurs reprises par les plus hautes autorités du pays. D'autres personnes, dont des journalistes, ont subi de très nombreux cas de menaces physiques, appels téléphoniques anonymes, harcèlement judiciaire", a ajouté M. Forst. D'autres encore ont fait état "de menaces sur les membres de leur famille", qu'ils ont d  "mettre à l'abri à l'étranger". Le rapporteur a également dénoncé des tentatives de restreindre la liberté d'expression et la liberté des média, l'interdiction "arbitraire" des manifestations d'organisations de la société civile et un projet de loi qui, s'il était adopté, "mettrait en péril le principe même de la liberté associative". Il a enfin appelé les autorités burundaises à garantir tous les droits des défenseurs des droits de l'Homme à la veille des importantes échéances électorales que le pays va connaître prochainement". Le Burundi organise en 2015 une élection présidentielle cruciale. UN News Centre, 25 novembre 2014 Un expert appelle le Burundi à cesser d'entraver le travail des défenseurs des droits de l'homme Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst, a exprimé mardi son regret que les défenseurs du Burundi soient assimilés à des opposants politiques, alors qu'il s'agit de femmes et d'hommes qui s'emploient à promouvoir et à protéger les droits.  « J'ai été très impressionné par l'extra me vitalité et la compétence de la société civile au Burundi bien que leurs membres vivent dans un environnement souvent difficile où ils font face à des graves obstacles qui peuvent s'apparenter à des violations de leurs droits et libertés fondamentaux ainsi qu'à leur droit légitime de promouvoir et protéger les droits de l'homme à», a déclaré M. Forst dans un communiqué de presse publié à l'issue d'une visite qu'il a effectuée dans ce pays du 14 au 25 novembre. Des menaces et des campagnes de diffamation dans certains média pèsent sur les défenseurs des droits de l'homme. De très nombreux cas de menaces physiques, appels téléphoniques anonymes, agressions, arrestations arbitraires, harcèlement judiciaire sont rapportés par les défenseurs des droits de l'homme.  « L'arrestation et la détention de Pierre Claver Mbonimpa ou la radiation inique du barreau du bâtonnier Isidore Rufyikiri constituent pour moi une escalade inacceptable dans le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme par les autorités du pays à», a indiqué M. Forst. Selon l'expert indépendant de l'ONU, le Burundi a la chance d'avoir une société civile dynamique et une presse audacieuse et libre et pourtant les pouvoirs publics tentent de restreindre la liberté d'expression et la liberté des média en les accusant d'être des agents de l'opposition dès lors qu'ils rapportent des faits ou des témoignages mettant en cause les institutions de l' tat. Le Rapporteur spécial a fait part au gouvernement de son inquiétude devant certaines dispositions de la loi sur la presse contraires aux engagements internationaux, notamment l'obligation pour les journalistes de révéler leurs sources qui limiteraient la jouissance effective de la liberté d'expression. M. Forst a dénoncé les cas d'arrestations et menaces répétées contre certains journalistes ou certaines stations de radio traitant de sujets politiquement sensibles comme les allégations de distribution d'armes ou les méthodes controversées de délivrance de cartes d'identité.  « Une presse libre et indépendante, parfois impertinente, capable de dénoncer les abus de pouvoir et la corruption est essentielle pour la préservation des libertés publiques, la promotion de la transparence et la participation de la population à la vie publique à», a déclaré Rapporteur spécial. La liberté de réunion et de manifestation est garantie par la Constitution du Burundi mais dans la pratique, seules les manifestations favorables au gouvernement auraient été autorisées, alors que toutes les autres auraient été systématiquement interdites.  « En faisant une interprétation abusive de la notion d'ordre public les autorités musellent dans les faits la liberté de manifestation sur la voie publique à», a affirmé M. Forst en soulignant que le projet de loi sur les associations à l'étude au Parlement qui prévoit des dispositions qui entraveraient la création et le développement des associations constitue une menace pour le principe même de la liberté associative. L'agrément ou le renouvellement annuel de l'agrément fait peser des menaces sur la p renniti  de certaines associations. La désignation par le Ministre de l'Intérieur des dirigeants des associations ou sa faculté de suspendre les activités d'une association sont contraires aux dispositions internationales. Voice of America, 25.11.2014 Un expert onusien fustige les pressions contre la société civile au Burundi Michel Forst évoque notamment à des menaces et des campagnes de diffamation dans certains média à contre les défenseurs des droits humains dans le pays. Les défenseurs des droits humains du Burundi sont assimilés à des opposants politiques par le gouvernement burundais, a déploré le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Dans un communiqué publié à l'issue d'une visite au Burundi, Michel Forst souligne que les membres de la société civile dans le pays à« vivent dans un environnement souvent difficile où ils font face à des graves obstacles qui peuvent s'apparenter à des violations de leurs droits et libertés fondamentaux ainsi qu'à leur droit légitime de promouvoir et protéger les droits de l'homme à». M. Forst a évoqué notamment à des menaces et des campagnes de diffamation dans certains média

« contre les défenseurs des droits humains. Ils seraient également confrontés à de très nombreux cas de menaces physiques, appels téléphoniques anonymes, agressions, arrestations arbitraires, et harcèlement judiciaire ». « L'arrestation et la détention de Pierre Claver Mbonimpa ou la radiation inique du barreau du bâtonnier Isidore Rufyikiri constituent pour moi une escalade inacceptable dans le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme par les autorités du pays », a indiqué M. Forst dans son communiqué. Le rapporteur affirme avoir fait part au gouvernement burundais de ses inquiétudes. Il a également dénoncé les cas d'arrestations et menaces répétées contre certains journalistes ou certaines stations de radio traitant de sujets politiquement sensibles comme les allégations de distribution d'armes ou les méthodes controversées de délivrance de cartes d'identité ». PANA, 25 novembre 2014

L'ONU exhorte la défense des militants de droits de l'homme au Burundi New York, Etats-Unis - Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst, a dénoncé mardi que les défenseurs des droits de l'homme au Burundi sont considérés comme des opposants politiques, déclarant qu'en réalité ils sont des militants travaillant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés civiles. Dans un communiqué de presse publié par le Bureau du Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies (BHCDH), M. Forst a souligné que les menaces et les campagnes de diffamation de certains médias pèsent sur les défenseurs des droits de l'homme, qui dénoncent également un nombre élevé de menaces physiques, d'appels téléphoniques anonymes, d'agressions, d'arrestations arbitraires et de harcèlement judiciaire. "J'ai été très frappé par l'incroyable vitalité et le professionnalisme de la société civile au Burundi malgré l'environnement difficile dans lequel elle travaille. Elle fait face à de sérieux obstacles qui peuvent s'élever à des violations de leurs droits et de leurs libertés fondamentales, ainsi que leur droit légitime de promouvoir et de protéger les droits de l'homme", a-t-il déclaré. Le rapporteur spécial a souligné qu'au moment où le Burundi a la chance d'avoir une "dynamique" société civile et une presse "audacieuse et libre", les autorités publiques du pays tentent de restreindre leur liberté d'expression en les accusant d'être des acteurs de l'opposition quand ils signalent des événements ou des témoignages mettant en question les institutions de l'Etat. M. Forst a déclaré qu'il a partagé ses préoccupations avec le gouvernement concernant les dispositions de la loi sur la presse qui sont contraires aux obligations internationales, notant que l'exigence que les journalistes révèlent leurs sources, limitera la jouissance effective de la liberté d'expression. Il a mis en évidence les cas d'arrestations et de menaces répétées contre certains journalistes et stations de radio traitant de sujets politiquement sensibles, comme les allégations de distribution d'armes ou les méthodes "controversées" de l'émission de cartes d'identité. Il a noté que l'arrestation et la détention en mai de cette année de Pierre Claver Mbonimpa, un défenseur des droits humains et la radiation de Isidore Rufyikiri, le président du barreau, constituent une "escalade inacceptable du harcèlement des défenseurs" par les autorités de l'Etat. "Une presse libre, indépendante, et parfois impertinente en mesure d'exposer les abus de pouvoir et la corruption, est essentielle pour préserver les libertés civiles et promouvoir la transparence et favoriser une large participation à la vie publique", a souligné M. Forst.